

**Turquie - Conférence de presse
conjointe de M. Jean-Yves Le Drian
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, et de M. Mevlüt
Çavusoglu, ministre des affaires
étrangères de la République de
Turquie - Propos liminaires de M.
Le Drian**

(Ankara, 14 septembre 2017)

Merci Cher Mevlüt.

Je dois d'abord te remercier de ton accueil chaleureux.

Je suis heureux de revenir en Turquie, où je me suis déjà rendu. Je me rends ici à Ankara pour la quatrième fois, dans le cadre de mes fonctions antérieures et actuelles. Parce que le dialogue avec la Turquie est fondamental, sur de multiples sujets. Et donc il était très important que je me rende ici à Ankara à la demande du président Macron pour réaffirmer la valeur de notre coopération. Et j'ai également eu l'honneur d'être reçu par le président Erdoğan et demain par le Premier ministre.

Il faut que nous ayons entre nous, et c'est le cas, un dialogue franc, à la fois exigeant et constructif. C'est cela le dialogue franc. C'est exigeant et constructif. Et d'une grande loyauté. Et nous avons été exigeants et constructifs.

Plus d'un an s'est écoulé depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Je sais le traumatisme profond que cette épreuve a été pour le peuple turc. Et comme mon prédécesseur l'avait fait, ici même, je tiens à réaffirmer notre solidarité avec la Turquie.

Et il appartient à la Turquie de trouver les réponses aux menaces qu'elle doit affronter. Ces réponses doivent naturellement être adaptées aux circonstances, la France ne le sait que trop bien. Mais ces réponses doivent également s'inscrire, je l'ai souligné, dans le cadre de l'État de droit et dans le respect des engagements internationaux de la Turquie. Je sais, Cher Ami, que vous êtes particulièrement attaché à cela.

Notre relation, vous l'avez dit, notre relation bilatérale est ancienne, profonde. Elle est renforcée par des cadres de coopération robustes. Un «Cadre stratégique de coopération» existe et cela a permis une première «feuille de route». Nous sommes en train de préparer un deuxième cadre stratégique de coopération 2017-2020, je pense que nous aboutirons d'ici la fin de l'année à l'établir, et qui sera la nouvelle feuille de route qui renforcera notre partenariat.

Vous avez évoqué quelques sujets économiques, en particulier la dimension énergétique, et le fait que la France était tout à fait active dans la mise en oeuvre de la centrale de Sinop. D'autres sujets économiques sont en discussion et le cadre stratégique de coopération permettra de les renforcer et de les faire aboutir.

Parmi les sujets prioritaires de notre coopération, il y a évidemment la lutte contre le terrorisme. Nous entretenons une excellente coopération avec les autorités turques dans la lutte contre Daech. Nous sommes deux pays qui ont été frappés par cette armée terroriste, puisque Daech a frappé la France comme la Turquie. Nous avons à cet égard une coopération active que nous avons évoquée, et avec vous-même Monsieur le Ministre, et avec le président Erdoğan. Nous apportons également notre appui à la Turquie dans sa lutte contre un autre acteur terroriste qu'est le PKK. Nous avons eu l'occasion d'en reparler.

Nous travaillons également étroitement avec Ankara sur le dossier syrien. Sur ce dossier, comme sur beaucoup d'autres au niveau régional et international, la Turquie est un partenaire important. C'est pourquoi nous souhaitons qu'elle fasse partie du groupe de contact sur la Syrie que la France propose pour relancer le processus politique.

Par ailleurs, la Turquie est directement touchée par la guerre à ses portes. Et elle a fait preuve d'une solidarité et d'un engagement exceptionnels vis-à-vis des réfugiés, singulièrement des réfugiés syriens, qui sont plus de trois millions sur le territoire turc. Et nous avons pleinement conscience des efforts que la Turquie, avec l'aide de la communauté internationale, notamment avec l'aide de l'Union européenne, les efforts que la Turquie a déployés pour améliorer les conditions d'accueil de ces réfugiés sur son territoire. Et notre coopération dans le domaine des migrations est aussi très importante. L'accord conclu en mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie a produit des résultats incontestables, que je voulais saluer à cette occasion.

Plus largement, il y a la relation entre la Turquie et l'Union européenne. Reconnaissons-le : cette relation est aujourd'hui difficile. La position de la France est claire. Nous ne voulons pas de rupture avec la Turquie, et le président Macron s'est exprimé à plusieurs reprises sur ce point. Mais nous sommes préoccupés par certains développements auxquels nous assistons et nous souhaitons que la Turquie prenne des initiatives pour affirmer sa volonté de respecter les valeurs européennes ainsi que les critères qui ont été agréés, je pense en particulier aux critères de Copenhague.

Et j'ai souligné l'importance de revenir à un climat plus apaisé dans la relation entre la Turquie et certains États membres de l'Union européenne afin de pouvoir nous concentrer sur les défis communs auxquels nous faisons face.

J'ai par ailleurs eu l'opportunité, je le redis ici, auprès du président Erdoğan de saluer les initiatives prises par la Turquie sur la situation des Rohingyas en Birmanie. La France est très préoccupée par l'aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire des populations Rohingyas en Birmanie. Nous avons appelé à plusieurs reprises à la cessation des violences, à la liberté d'accès de l'aide humanitaire, à la sécurité des populations, et nous avons dit au président Erdoğan comment nous apprécions l'action de la Turquie à cet égard.

Enfin, nous avons évoqué la situation de notre compatriote emprisonné, le journaliste Loup Bureau. Nous avons sollicité une procédure qui soit menée rapidement, afin que notre compatriote puisse revenir en France et retrouver les siens. Nous avons sollicité aussi que l'accès de la famille auprès de Loup Bureau soit possible, et vous avez bien voulu me le confirmer, et que les conditions de détention soient améliorées, et là aussi vous avez bien voulu me le confirmer. Mais nous souhaitons surtout que les procédures se mènent dans les plus brefs délais. Nous respectons la justice turque, mais nous souhaitons que tout cela soit clarifié très vite.

Voilà, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Ministre, Cher Mevlüt, je forme le voeu que nous puissions poursuivre dans cet état d'esprit. Il y a un contexte de tensions, il y a des crises régionales, nous avons d'ailleurs sur ces crises généralement le même point de vue, il faut que nous poursuivions ensemble dans ce même état d'esprit de franchise, de clarté. C'est comme cela que se forment les vraies amitiés./.